



CIBLE

Ex-centrés !

Monsieur de Talleyrand s'y connaissait en politique, en hommes et en imbéciles. Répondant à un interlocuteur qui en 1814 lui parlait avec enthousiasme du Parti centriste, il déclara : « *Ces gens-là sont toujours entre cour et jardin, ils ne descendent jamais dans la rue* »... Messieurs Bayrou et Borloo ne semblent pas devoir lui donner tort. Les palinodies qui ont entouré le rapprochement des «centres» tiennent le mitant entre le ridicule et la provocation. François Bayrou a fini par retourner là où il ne voulait plus être, à droite. Cela n'a pas dû lui être bien difficile de redevenir l'homme de droite qu'il n'a jamais cessé d'être malgré des années d'affichage marketing au «centre».

Ce curieux attelage a de quoi faire sourire. «L'alternative» qu'ils pensent constituer n'a ni tête ni entrailles. Il s'agit au plus de se démarquer à des fins strictement électorales d'une UMP qui de long temps ne sait plus où elle habite. C'est bien maigre pour un programme, cela ne constitue au mieux qu'une basse manoeuvre. L'amusant de l'affaire va être de s'intéresser aux rapports compliqués entre un velléitaire et un imprévisible. Au moins va t'on rire un peu... De cela juste, parce que quant aux idées et au projet, cela mérite au mieux un haussement d'épaules.

Todd - Le Bras

Le mystère français

Politique

**Socialisme
et écologie**

p. 3

Idées

**Albert
CAMUS**

p. 9

Nos réseaux sur la Toile

Perte de temps, menace pour la vie privée : les réseaux sociaux ont mauvaise réputation et nombre de nos lecteurs se tiennent à distance. C'est dommage ! Ils peuvent sans crainte nous y retrouver et participer à la diffusion d'une information de grande qualité.

Notre journal et notre mouvement sont présents en tant que tels sur la Toile par deux sites et un blog :

Le site **Narinfo** publie les informations et les documents qui permettent de connaître les principes et les orientations de la Nouvelle Action royaliste.

Le site **Archives royalistes** rend accessible la collection de notre journal - pour le moment de 1971 à 1986 et de 2003 à 2013 - et publie des documents d'ordre historique : affiches, photos, vidéos...

Le **blog de Bertrand Renouvin** regroupe les principaux articles de notre directeur politique (près de 800 articles publiés) et des chroniques d'actualité.

Nous participons également à **Facebook**. Ce réseau social suscite nombre de réactions de rejet : on y perdrait son temps et on s'exposerait à des intrusions insupportables dans la vie privée. Il est vrai que sur Face-

book comme pour tout autre mode de présence sur Internet, on peut être épié et sollicité par des publicités agressives, par des officines de prostitution et par des escrocs... Pour participer en toute tranquillité à Facebook, il suffit d'observer quelques règles simples :

- À l'ouverture de la page personnelle, ne donner que le minimum de renseignements personnels : la date de naissance n'est pas obligatoire, ni la photo. On peut aussi prendre un pseudonyme afin de se mettre à l'abri des curiosités du patron, du DRH ou du supérieur hiérarchique.

- Ensuite, il vaut mieux éviter de considérer Facebook comme un album de famille ou comme un journal intime : tout est public et livré à toutes sortes de publics.

Ces précautions prises, il est possible de se servir de Facebook pour faire son métier de citoyen. Comment ? En participant à l'échange des informations qui circulent sur Internet. La Toile est un immense réservoir

d'articles, de documents officiels, d'images... La difficulté est de faire le tri aussi vite que possible. Pour se repérer, les lecteurs de *Royaliste* disposent de notre *Écho des blogs*. L'inscription sur Facebook leur permet de bénéficier de références quotidiennes aux articles de la presse écrite et aux blogs dans les différents domaines qui nous importent : politique générale, économie, défense nationale, questions sociales, relations internationales et de suivre les publications des personnalités que nous invitons aux Mercredis de la NAR et dans les pages centrales de Royaliste.

Ce mode de diffusion de l'information est désormais très important dans la formation et l'évolution de l'opinion publique et plus particulièrement pour les citoyens engagés en politique : ceux-ci délaissent de plus en plus la grande presse, qui privilégie les faits divers, diffuse l'idéologie dominante et tente de survivre par des titres accrocheurs ou de pures

provocations. Il est important d'observer le traitement de l'actualité par les principaux médias mais essentiel de s'inscrire dans un autre système d'information et de réflexion.

Il est très simple de participer à notre réseau : après inscription sur Facebook, allez sur la page **Nouvelle Action royaliste** et demandez à être notre ami. Vous trouverez alors des informations sur la vie interne de la NAR, sans aucun engagement de votre part : vous verrez que plusieurs personnalités - qui ne partagent pas toutes nos convictions - sont inscrites à notre groupe. Vous pourrez adresser des demandes d'amitié aux personnes déjà inscrites.

Pour participer à notre système d'informations, le plus direct est d'adresser une **demande d'amitié à Bertrand Renouvin**. Vous recevrez alors les informations qu'il diffuse et vous pourrez très rapidement constituer votre propre réseau. Comme vous pouvez quitter définitivement Facebook en quelques secondes, n'hésitez pas à tenter cette expérience intellectuellement enrichissante.

La rédaction de Royaliste

Références :

 <http://www.narinfo.fr.st>

 <http://www.archivesroyalistes.org>

 <http://www.bertrand-renouvin.fr>

Page FB de la NAR :

 <https://www.facebook.com/oups/221657468385/?fref=ts>

Page FB de B. Renouvin :

 <https://www.facebook.com/bertrand.renouvin>

royaliste 

SOMMAIRE : p. 2 : Nos réseaux sur la toile - p. 3 : Un mariage contre-nature ? - Écho des blogs - p. 4 : La preuve par l'absurde - p. 5 : L'impromptu de Genève - p. 6-7 : Le mystère français - p. 8 : De Schröder en Merkel - p. 9 : Camus pour ses cent ans - p. 10 : Au cinéma ! - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial.

Rédaction/administration

38, rue Sibuet 75012 Paris

Tél : 01 42 97 42 57

Dir. publication : Yvan Aumont

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (50 €) ☐ soutien (120 €)

Royaliste, 38, rue Sibuet 75012 Paris

Un mariage contre-nature ?

Que reste-t-il du Grenelle de l'Environnement ? On parle beaucoup de l'écotaxe et de sa mise en œuvre pour le moins discutable, mais d'un point de vue uniquement gestionnaire : ses objectifs écologiques ont disparu des commentaires. Cela pousse à poser sérieusement cette question et celle, liée, des raisons profondes de la politique de Gribouille de François Hollande (1) en matière d'écologie, puisque c'est lui qui est aux commandes.

Nous savions la droite ultra-libérale par nature étrangère à toute préoccupation écologique : comment pourrait-elle se soucier de l'évolution d'un phénomène non monétaire dont l'unité de temps dépasse la décennie, elle qui fonctionne au rythme de la Bourse, et dont le plus long terme imaginable est le quinquennat ? Mais le Parti socialiste, indifférent au Profit, si soucieux du futur, du bien-être des gens, du développement durable, comment a-t-il pu renier si vite ses engagements de mai 2012 ? On soupçonne une raison fondamentale, car l'histoire des pays à gestion socialiste a toujours abouti au même résultat : l'URSS a été le plus grand pollueur du XXe siècle, et la Chine est en passe de la détrôner pour ce qui est du XXIe. Et, sans que ce soit aussi grave ni aussi lourd de conséquences, la non-miscibilité des écologistes et des socialistes en France, malgré de nombreux essais, est flagrante. Alors, qu'est-ce qui ne va pas entre le socialisme et l'écologie ?

Pour répondre à cette question, il faut peut-être d'abord proposer une définition, même rapide, de l'écologie politique. Cela exige de rappeler quelques évidences.

L'homme est un mammifère du Quaternaire. Comme tel, il est tributaire d'un écosystème bien particulier, caractérisé par des valeurs précises des paramètres du milieu (température, hygrométrie, teneur en oxygène et en CO₂, besoin de certains éléments organiques et minéraux dans son alimentation, etc.). Nombre de caractéristiques plus complexes entrent aussi en jeu : citons en vrac le rayonnement ultraviolet, la biodiversité, les interactions aux différents niveaux de l'écosystème, et tant d'autres. Ceci

implique qu'une dérive de l'écosystème au-delà de certaines limites sera fatale à l'espèce humaine, comme elle l'a été pour les espèces disparues avant elle.

L'espèce humaine, comme toutes les autres, doit impérativement adapter le milieu à ses besoins vitaux. Il s'agit là d'une coadaptation indispensable : sélection des espèces animales et végétales utiles, suppression ou maîtrise des prédateurs et des nuisibles, éradication des maladies, facilitation des activités humaines, etc.....

Si tout ceci n'est pas spécifique à l'homme, ce qui lui est propre est son pouvoir sur le milieu et la conscience qu'il peut avoir des effets de son action sur l'écosystème : lui seul peut choisir quelle évolution donner à son environnement. Muni de ces capacités, il doit satisfaire deux obligations absolues et opposées : conserver l'écosystème dans une fourchette de variation permettant la survie et le transformer suffisamment pour pouvoir y vivre. Difficile équilibre, qui, pour une espèce animale normale, dure rarement plus d'un million d'années.

Un million d'années, direz-vous : il n'y a pas le feu au lac. Oui, sauf que l'humanité possède des moyens techniques qui lui permettent de transformer le milieu avec une puissance et une vitesse telles qu'il n'est plus question de coadaptation. Les résultats du GIEC le montrent (2), l'environnement ne peut plus suivre le rythme et devient incapable de tamponner l'activité de l'homme. La responsabilité du maintien de l'équilibre entre les deux contraintes retombe alors dans ses mains : c'est à lui de constater les effets de ses actions sur le milieu, à lui de prendre la mesure du déséquilibre où la Révolution industrielle l'a mené ;

à lui d'éviter les erreurs ou de les corriger. Cette responsabilité, c'est l'écologie politique.

Alors, qu'est-ce qui rend le Parti socialiste à peu près incapable de comprendre tout cela, et donc de mettre en œuvre une vraie politique écologique ? Probablement une vision prométhéenne, enracinée très profondément dans la doctrine socialiste, qui le rend incapable d'envisager l'humanité comme une composante de l'environnement : pour lui, l'homme en est absolument extérieur et seule doit compter l'utilisation du milieu à son profit. Sa vision du monde est strictement réductionniste et il reste convaincu que le Progrès (lisez : le progrès technique) peut répondre à tout. Toute réaction négative de l'écosystème est un simple problème à résoudre, et tout problème est ou sera résolu par la technique. Pour François Hollande, fils spirituel du Jules Verne de l'Île Mystérieuse, l'écologie est et restera une variable d'ajustement.

On peut donc pronostiquer sans grand risque que ce gouvernement, incapable par nature de prendre la mesure de la réalité et des risques venus d'un milieu qui part à la dérive, ne mettra pas en œuvre de véritable politique écologique et n'évaluera jamais les problèmes environnementaux qu'à l'aune des sondages. ; et que tout cela va mal finir.

François VILLEMONTÉIX

(1) Royaliste n° 1041, page 4, « Environnement – En finir avec la politique de Gribouille »,

(2) Voir le dernier rapport du GIEC de septembre 2013 et les nombreux articles associés dans la presse française et étrangère (http://www.ipcc.ch/home_languages_main_french.shtml).

L'écho des blogs

L'écotaxe et l'hermine...

Au-delà des revendications immédiates, la colère bretonne nous adresse un certain nombre de questions. Avec le plus d'acuité viennent celles de la fiscalité et de l'autorité du pouvoir central face aux revendications « régionalistes ». Sur ces sujets la blogosphère a produit beaucoup de contributions.

Sur le site Hérodote.net (1) Joseph Savès écrit d'un point de vue d'historien « *Le refus de l'impôt est la pire menace qui puisse atteindre un gouvernement. Elle le frappe d'illégitimité et à cela, il ne peut répondre que par la répression ou la démission.* » Après avoir évoqué les multiples conflits passés nés de la question fiscale, il poursuit « *Le mouvement breton contre les portiques d'écotaxe s'apparente bien plus aux révoltes d'Ancien Régime qu'au poujadisme. Il traduit l'exaspération populaire face à des gouvernements qui, tels ceux de Charles VI ou de Louis XVI, ne savent plus comment résoudre l'équation budgétaire.* »

Quant à l'europhile Jean Quatremer (2) il pointe la menace des séparatismes « *L'accélération de la construction communautaire, à partir de l'Acte unique de 1985, a coïncidé avec le début de la fin des États centralisés [...]. Les aides régionales ne sont pas versées aux États, mais aux régions. Ainsi, une relation directe entre le « centre » européen et les divisions subéatiques s'est mise en place [...]. La création de « représentations permanentes » des régions à Bruxelles dotées d'un statut quasi-diplomatique et celle du comité des régions est la traduction institutionnelle de ce second mouvement.* » Magali Pernin (3) réagit avec justesse à l'article « *Des États affaiblis, un espace public européen et donc une conscience européenne inexistante, cela ne peut que déboucher sur un regain des identités locales là où elles existaient.* » Nous entrons de plain-pied dans la crise politique.

François ENNAT

(1) http://www.herodote.net/Comment_la_monnaie_unique_tue_l_Europe-synthese-f809.php

(2) <http://bruxelles.blogs.liberation.fr/couilles/2013/11/union-favorise-t-elle-l%C3%A9clatement-des-etats.html>

(3) <http://contre-lacour-over-blog.fr>

La preuve par l'absurde

La « révolte » bretonne qui ne s'éteint pas a permis de poser des questions sur le présent et l'avenir de la filière agro-alimentaire française qui voilà quelques années encore était un fleuron de notre économie. C'est aujourd'hui un problème mais comment en est-on arrivé là ?

Il y a des questions que les « analystes » n'aiment pas trop se poser. Il n'est que de lire la presse pour s'en rendre compte. Comme d'habitude, il est plus aisé pour les européistes de voir ce qui ne marche pas chez nous plutôt que d'envisager la question sous tous ses angles. Pourtant, au lieu de considérer qu'être Français donne forcément tort en toute chose, il ne serait pas inutile de rappeler quelques vérités.

Allemagne

Depuis des années, les Allemands nous taillent des croupières dans un domaine où nous étions pourtant excellents. Là, comme partout, l'avantage monétaire des ultra-rhénans est pourtant parfaitement essentiel. La perte de compétitivité de nos productions y trouve une partie de sa cause même si ce n'est pas le seul élément à prendre en compte. Le modèle allemand, celui que l'on nous propose comme devant être suivi sans y trop réfléchir, a pourtant de quoi faire souvent frémir. L'importation de main d'œuvre à bas coût venue des marges du sud-est de l'Union avantage les Allemands. Ont-ils pourtant réellement de quoi en être fiers ?

Leurs pratiques nous ramènent bien loin en arrière. A l'époque

où l'Allemagne faisait la guerre avec l'argent de la France et la main d'œuvre raflée dans toute l'Europe. La violence physique n'est plus de mise, les choses se font maintenant de manière plus feutrée mais est-on si loin des errements du passé ? La condition de ces travailleurs, payés au lance-pierres, hébergés dans des conditions souvent proche de l'inacceptable et considérés au mieux comme de la chair à canon, doit être soulignée. Un syndicaliste allemand a, il y a quelques mois, décrit la situation dans des termes qui mettent mal à l'aise. Ces travailleurs, très vite usés par des cadences infernales, sont vite remplacés et personne ne se soucie de ce qu'alors ils deviennent. En outre, les « à-côtés » du traitement que leurs familles subissent doivent interroger les zélés du « tout-allemand ».

Le tropisme germanique de nos élites fait qu'elles ne se sont guère interrogées sur les conséquences de telles pratiques, notamment en termes de misère, de délinquance et de prostitution. Nos médias devraient faire des reportages sur la situation sociale et sanitaire des abattoirs allemands qui, en drainant la production de porcs d'une grande partie de l'Europe, mettent en péril les filières nationales. Il y a peu de chance que cela n'intéresse jamais les crétiens de BFM

TV qui, comme d'habitude, se réveilleront le jour où un drame social ou une catastrophe sanitaire apparaîtront. Alors, sans nulle vergogne, ils n'auront pas de mots assez durs pour stigmatiser une Allemagne que la veille encore ils présentaient comme le modèle absolu.

Lobbies

Il n'en demeure pas moins que tout ne peut être réduit aux pratiques à la limite de la chère légalité européenne pour expliquer les difficultés de notre ex-filière reine. Les lobbies du secteur ont freiné puissamment toute tentative d'évolution. Les producteurs bretons sont corsetés dans des relations ambiguës entre les différents intervenants sur les marchés. L'action de la grande distribution est, là encore, loin d'être neutre. La recherche désespérée du « toujours moindre coût » ne peut finalement que mener à la catastrophe qui nous menace.

Il en va de même pour la situation environnementale en Bretagne. Il n'y a qu'à se promener sur les côtes du Finistère Nord et des Côtes d'Armor pour s'en rendre compte. La présence toujours plus envahissante des algues vertes démontre qu'un problème de l'eau existe dans la région et que l'utilisation de produits phytosanitaires sans

réelles précautions est dangereuse. Mais de cela, il convient de ne pas parler. Les puissants relais médiatiques des industriels et de la FNSEA veillent au grain. Le lobby pro-européen et pro-euro est aussi à l'œuvre. Il faut détourner le regard, mettre l'accent sur l'insuffisance du très libéral « laisser-faire ». Pas question de remise en question des dogmes, comme d'habitude. Il est pourtant largement temps de choisir.

Politiques

La perte totale de repères de notre gouvernement n'aide guère à envisager une sortie de crise. Comme d'habitude, les solutions proposées sont toujours les mêmes : saupoudrer des crédits, calmer le jeu, jouer l'attentisme et le pourrissement. L'abjecte lâcheté de nos gouvernants, comme celle de la classe politique quasi entière, est confondante. On en vient à se demander ce qui pourrait faire bouger les choses, poser les vraies questions, définir la bonne politique, trouver les bons moyens de sauver une situation globale d'un pays de plus en plus en déliquescence. Comment notre gouvernement ne peut-il pas voir que tout ce qu'il fait mène invariablement au même résultat ? Rien de ce qu'il fait ne fonctionne et il semble qu'il lui soit parfaitement impossible de regarder la situation en face. Les faits sont têtus, prétendait Lénine mais apparemment moins que l'imbécile croyance en un modèle de développement à bout de souffle et qui ne se maintient que par la force l'habitude et la croyance magico-religieuse en un système qui, de toute évidence, ne peut plus fonctionner. On en vient à se lasser d'écrire toujours la même chose sans que jamais il ne se passe rien. L'histoire démontre que ce sont très rarement les révoltes qui parviennent à faire levier. Que faudra-t-il donc ?

Charles GUÉMENE

L'impromptu de Genève

La France applaudie par les « faucons » américains et le Premier ministre israélien, on n'avait pas vu cela depuis longtemps. La « puissance-repère » a encore frappé.

Laurent Fabius vient-il d'entrer dans l'Histoire comme le dernier rempart contre les « Perses » ? Ce qui s'est passé à Genève le week-end du 8/10 novembre pourrait inspirer un nouvel Eschyle. Le fin ministre des affaires étrangères iranien, Mohammad Jazad Zarif, peut se vanter d'avoir provoqué une belle panique.

En réalité, il est le véritable vainqueur de ce premier round de négociations. Même s'il n'a pas obtenu d'accord, il a réussi à exposer le plus grave désaccord entre alliés occidentaux depuisSuez. A propos, c'est aussi de cette crise de novembre 1956 que l'on peut faire remonter un dirigeant socialiste chou-chou d'Israël et des « faucons » : Guy Mollet. A cette évocation, il ne manque même pas la « trahison » de Londres. La « perfide Albion » a lâché les Français en rase campagne. Normal : le rapprochement avec Téhéran esquissé à New York en septembre avait été porté par le Commissaire aux affaires étrangères de l'Union européenne, la vicomtesse anglaise Catherine Ashton, qui entendait bien transformer l'essai à Genève. William Hague, Secrétaire d'Etat au Foreign Office, a profité de l'occasion pour renouer les relations diplomatiques avec Téhéran suspendues il y a deux ans ! Le jour même du coup d'arrêt de Fabius. On ne pouvait imaginer mieux. La France s'est retrouvée toute seule (1).

Tout ceci ne signifie pas évidemment que Fabius ait eu tort

sur le fond. Mais en ce domaine la forme l'emporte sur le fond. Sur le fond, un accord sur le nucléaire iranien ne mérite pas en effet d'être improvisé, bâclé, ambigu. Les Iraniens sont très forts. Ils ont réussi sur le plan médiatique ; ils ont également réussi sur le plan technique : en marge des conversations de Genève, ils avançaient pas à pas au niveau des experts. Dès le 11 novembre, ils pouvaient annoncer depuis Vienne un accord général avec l'Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA) sur les inspections à l'exception d'un dernier site. Si les experts sont instrumentalisés (comme l'organisation sur l'interdiction des armes chimiques de La Haye dans le cas syrien), si les médias sont manipulés (car la « fuite » a d'abord été iranienne là où le secret devait être absolu), si les politiques sont pressés (2), une seule puissance est « désintéressée », gardienne des équilibres du monde : la France de M. Hollande. C'est tout à son honneur. Mais le pouvoir de veto ne se suffit pas à lui-même. Il engage celui qui l'utilise à proposer une politique alternative et à l'appuyer sur des réalités, pas seulement des idées pures.

Le voyage du président français en Israël (et dans les territoires palestiniens) du 17 au 19 novembre à la suite d'un « mauvais accord » à Genève aurait été compromis. Quelle engueulade Hollande et Fabius se seraient prise de la part de Netanyahu et de Lieberman ! Et les huées dans la foule ! La visite

aurait peut-être même été annulée ! Le risque était donc immédiat. Il suffirait à lui seul pour expliquer le voyage entrepris en urgence à Genève. Quand à en faire la base d'une stratégie diplomatique, il y a un pas. Qui peut croire que la manœuvre était destinée à convaincre Israël de renoncer à toute intervention militaire contre les centrales iraniennes et qu'elle suffise à retenir leur bras ? Hollande et Fabius semblent intimement convaincus que Netanyahu et Lieberman n'hésiteraient pas une seconde à frapper. Ils veulent tout faire pour les dissuader de ce qui, selon eux, comme la guerre en Irak, serait gros de bouleversements incontrôlables à travers tout le monde musulman. Obama et Kerry croient plutôt à un « bluff ». Ils veulent donc tout faire pour profiter de la « fenêtre d'opportunité » ouverte pour sortir de l'impasse dans les relations entre l'Iran et l'Occident, faute de quoi le pire également pourrait s'ensuivre si la fenêtre venait à se refermer. Qui a raison ? Qui a tort ? Il est étonnant que l'on soit arrivé à de telles extrémités d'opposition et de contradiction dans les analyses et les politiques entre alliés et partenaires qui sont supposées se concerter en permanence.

Yves LA MARCK

(1) « la promesse de Qom », Royaliste n°1041

(2) Obama joue sa présidence et peut-être aussi Rohani ; Merkel et Cameron visent des contrats juteux ; Moscou pense à sa zone d'influence

Brèves

Angleterre

Charles, Prince de Galles, vient de fêter son soixante-cinquième anniversaire, le 14 novembre dernier. Héritier du trône, généralement considéré comme peu désireux de régner, le Prince à l'humour dévastateur, se trouve donc déjà de cinq années plus âgé que son arrière grand-père Edouard VII à son accession au trône.

Pays-Bas

Mauvaise surprise pour le roi Guillaume-Alexandre et son épouse Maxima durant leur visite d'état en Russie. En visite d'Etat, le 9 novembre dernier, ils ont été la cible, à la tomate, de deux militants anti-Poutine qui voulaient souligner le suicide à La Haye d'un de leurs amis opposant. Ils ont écopé de 15 jours et 10 jours de prison. On ne badine pas avec le respect... Meilleur accueil leur fut réservé une semaine plus tard au cours de leur voyage triomphal dans les Antilles néerlandaises.

Japon

L'Empereur Akihito et son épouse Mishiko ont pris la décision, toute neuve au Japon, de se faire incinérer et de faire tombe commune après leur décès. La nécropole nipponne, qui abrite la plus vieille dynastie au monde, se trouve en effet menacée de surpeuplement. En outre, le couple de souverains a également prescrit un notable allègement des cérémonies prévues en la matière, afin de faire faire des économies au peuple japonais.

France-Danemark

Le 22 novembre prochain, sera mise en vente la splendide collection de décorations du Prince Waldemar de Danemark (1858-1939). Epoux de Marie d'Orléans (1865-1909), fille du Duc de Chartres, il était comme on dit « habitué » dans notre pays. Sa brillante carrière lui valut bien des distinctions, dont des raretés qui feront l'objet de cette cession à Paris.

Le mystère français

Les Français se représentent de manière très diverse leur patrie. Ces représentations sont aujourd'hui obscurcies par les discours sur la Crise et par les sondages quotidiens qui transforment les citoyens en juges, en analystes, en prophètes... à partir de questions ambiguës. Utilisant les méthodes rigoureuses de l'histoire, de l'anthropologie et de la démographie, Hervé Le Bras et Emmanuel Todd établissent à l'aide de nombreuses cartes un tableau de la France qui n'en épuise pas le mystère. (1)

Faut-il parler de la *crise*, du déclin ou du *malaise* français ? Le débat médiatique fait rage et les protagonistes les plus connus se trompent en présentant des analyses globales appuyées par des sondages dépourvus de toute rigueur scientifique. Or l'étude minutieuse d'Emmanuel Todd et Hervé Le Bras fait apparaître un tableau fortement contrasté puisqu'ils observent à la fois l'ampleur de la crise politique, économique et sociale et la magnifique vitalité dont la société ne cesse de faire preuve.

Quant à la crise, nous savons que la France subit de plein fouet les effets de la mondialisation : au lieu de moderniser la France, elle a recréé l'opposition entre le Nord et un Midi qui a vu disparaître l'essentiel de son activité industrielle. En 1975, la France employait dans l'industrie 40 % de ses actifs ; en 2009, cette proportion était tombée à 23 %, contre 2,50 % dans l'agriculture et 74,50 % dans les services. Nous savons aussi que la France, qui avait résisté à la montée des inégalités jusqu'à l'approche de l'an 2000, voit aujourd'hui sa classe supérieure (1 % de la population) se détacher de l'ensemble

des Français par le niveau de ses revenus - alors que les classes moyennes supérieures (9 %) restent soudées à l'ensemble de la société : « Nous voyons donc se recréer la configuration de classes qui avait conduit à la révolution de 1789, avec une aristocratie coupée, non pas seulement du peuple, mais surtout de cette strate moyenne supérieure dont dépend l'équilibre de la société. » La situation sociale, riche de potentialités révolutionnaires qui ne se concrétisent pas, alimente le pessimisme ambiant et la nostalgie plus ou moins avouée des Trente glorieuses. C'est se faire du mal pour rien car le dynamisme français reste impressionnant dans quatre domaines essentiels.

La démographie. Les Français étaient 55 millions en 1981. Nous avons maintenant dépassé les 65 millions. Cette augmentation de 10 millions en trente ans est beaucoup plus importante que celle du Royaume-Uni (6 millions), de l'Italie (4 millions) et de l'Allemagne (3 millions). Cette belle vitalité a favorisé les villes, qui se sont beaucoup développées depuis cinquante ans : 62 % des Français vivaient dans les zones urbaines en 1960 ; en 2012, la proportion était de 78 %.

L'éducation. Avant d'engager le vieux débat sur la baisse du niveau, il faut rappeler que les enseignements secondaires et supérieurs concernaient naguère un nombre restreint de lycéens et d'étudiants pendant les Trente glorieuses. En 1970, 58 % des Français ont le niveau du certificat d'études, 29 % ont une formation intermédiaire et seulement 13 % obtiennent le baccalauréat. En 2009, 49 % des Français ont le baccalauréat ou un diplôme supérieur, 38 % ont une formation intermédiaire et 12 % n'ont pas dépassé l'enseignement primaire. Enfin, la proportion de jeunes qui sortent du système scolaire sans aucun diplôme est tombée de 35 % à 11 % entre 1965 et 1990, puis à 6 % en 2005.

L'émancipation des femmes. Elle s'observe principalement dans l'éducation : en 2009, 57 % des élèves reçus au baccalauréat général étaient des femmes, qui restent cependant en situation minoritaire dans les formations scientifiques et les filières techniques. Il est à noter que le niveau éducatif des femmes est beaucoup plus élevé dans l'Ouest, le Centre et le Centre-ouest que dans les grandes villes où la main

d'œuvre est très féminisée mais de moindre niveau éducatif.

L'immigration. Pour des raisons historiques, on ne voit que les Algériens en oubliant les Portugais, les Espagnols, les Yougoslaves, les Grecs qui se sont intégrés et les nouveaux venus Moldaves, Ukrainiens, Roumains qui sont en voie de francisation par mariage avec des Français. Pour les Algériens, l'intégration est beaucoup plus rapide que celle des Juifs qui pratiquaient l'endogamie pendant plusieurs générations : selon les chiffres de 2008, 46 % des hommes et 41 % des femmes issus de l'immigration algérienne se marient avec des enfants de parents nés français ou avec des enfants de couples mixtes.

D'une belle vitalité et fortement éduquée, la France est émancipatrice et les immigrés, rapidement intégrés, ne sont pas les derniers à bénéficier de cet esprit de liberté qui caractérise notre pays. La crise de la société française est cependant violente et ressentie comme telle. Elle tient sans aucun doute à l'impuissance volontaire de l'oligarchie, au chômage et à la pauvreté qui augmentent mais aussi à de grandes mutations dans les structures familiales, dans les croyances et les idéologies.

Dans de précédents ouvrages, Emmanuel Todd avait distingué trois grands types de structures familiales : individualiste, hiérarchique, communautaire. Avec Hervé Le Bras, il présente maintenant un système consti-

tué par la **famille nucléaire** composée par les parents et les enfants et la **famille complexe** qui comprend plus d'un couple avec ses enfants. C'est à partir de cette bipolarité que nos auteurs distinguent cinq grandes zones familiales (2) et des zones floues qui complexifient d'autant plus le modèle que de fortes relations familiales peuvent exister sans que les personnes vivent sous le même toit : songeons aux parents qui habitent dans le même quartier que leurs enfants mariés. Cette évolution des structures familiales est d'autant plus difficile à saisir que la population française se déplace beaucoup sur le territoire et principalement de ville en ville. D'où une constatation majeure : la France des paysans et des structures traditionnelles - les familles hiérarchiques de l'Est, les familles communautaires du Limousin et de la Creuse - est en train de disparaître.

Ce très profond bouleversement de la société française est lourd de conséquences politiques et religieuses. Pour Todd et Le Bras, il y a une relation forte entre les structures familiales, les représentations du monde et les choix politiques. Par exemple, le caractère communautaire des familles du Limousin expliquait l'influence du Parti communiste dans un milieu rural d'ordinaire orienté à droite. Plus généralement, au siècle dernier, l'opposition est très nette entre les régions de droite catholiques - l'Ouest, le Nord, l'Est lorrain et Alsacien, la bordure Est du Massif central - et les régions de gauche déchristianisées qui vont de l'Aisne à la Gironde en passant par l'Île-de-France et qui caractérisent aussi la bordure méditerranéenne. La France déchristianisée est individualiste et égalitaire : elle a été révolutionnaire puis laïciste avant d'être fortement influencée par le Parti communiste. Il y avait donc une opposition structurante entre la religion catholique et les reli-



gions séculières inspirées par de grandes idéologies politiques.

Mais maintenant ? Le Parti communiste, qui décline fortement après 1981, est en voie de disparition et la pratique religieuse est devenue minoritaire : alors que 27 % des Français vont à la messe en 1952, ils ne sont plus que 4,5 % en 2006. Dès lors, le rapport entre les croyances, les structures familiales et les territoires n'éclaire plus guère les choix politiques des Français. En 2012, les zones individualistes-égalitaires ont fortement soutenu Nicolas Sarkozy, sauf la région parisienne qui a voté à gauche, alors que François Hollande est plutôt l' élu de zones périphériques où prédominent les familles complexes qui ne partagent pas l'idéal égalitaire. Bien entendu, le vote lepéniste, longuement étudié, vient tout compliquer. L'ensemble de l'analyse laisse dubitatif mais il ne peut en être autrement car le recul manque pour saisir les conséquences politiques de mutations que ne sont pas achevées.

Les pages sur le catholicisme français engendrent elles aussi la perplexité. Todd et Le Bras observent la permanence des « valeurs organisatrices du catho-

licisme » et même « la montée en puissance sociale d'une religion qui vient de s'évanouir en tant que croyance métaphysique. » Il y aurait donc un *catholicisme zombie* qui favoriserait les progrès de l'éducation... La thèse est d'autant plus séduisante qu'elle a été formulée avant les manifestations contre le mariage pour tous. Elle pêche cependant par excès de simplification. La cartographie, aussi fine soit elle, ne permet pas de vérifier l'existence ou la disparition de sentiments religieux mais seulement la régression d'une pratique religieuse. Peut-être serait-il judicieux d'opérer une nette distinction entre la perte d'influence de l'Église catholique et la permanence de la tradition chrétienne, hors de tout système de pouvoirs et de contre-pouvoirs. Par ailleurs, je ne vois pas comment le *catholicisme zombie* en serait venu à favoriser l'éducation par réaction aux contraintes culturelles du catholicisme institutionnel : au XXe siècle, il n'y avait pas deux manières d'enseigner la littérature française et c'est bien la IIIe République qui a institué la fête nationale de Jeanne d'Arc. En d'autres termes, il n'y avait pas de conflit inexpiable entre deux cultures antagoniques mais un composé

qui formait la culture française au sein de laquelle se déroulaient des conflits assumés.

Il y a bien un mystère français : celui d'une constante réinvention de la France au fil de révolutions qui ne font jamais table rase du passé anthropologique, culturel et politique qui est récupéré et transformé sous l'égide d'un État qui est lui-même inscrit dans la dialectique de la tradition et du progrès. Le paradoxe, à terme insoutenable, est que les dirigeants de notre pays millénaire n'ont plus le sens de l'État ni le souci de la nation.

Bertrand RENOUVIN

 (1) Hervé Le Bras & Emmanuel Todd - « Le mystère français - La République des idées », Seuil, 2013. Toutes les citations sont tirées de cet ouvrage.

(2) Les zones **individualistes-égalitaires** dans le Bassin parisien, **hiérarchique avec forte coopération familiale** dans le Sud-ouest et en Alsace-Lorraine, **individualiste familial pur** dans l'Ouest intérieur, à **formes coopératives familiales diverses** et variées dans l'extrême nord, en Bretagne péninsulaire, sur la bordure nord-ouest du Massif central, avec des nuances de **coopérations familiales** à un **égalitarisme fort** sur la façade méditerranéenne et en Corse.

De Schröder en Merkel

L'Allemagne est passée de Gerhart Schröder à Angela Merkel comme on tombe de Charybde en Scylla. Sous la plume de Bruno Odent, le fameux « modèle allemand » se dévoile comme un anti-modèle qui est en train d'épuiser le peuple allemand lui-même.

L'Allemagne, toujours exemplaire ! La discipline, l'efficacité, la rigueur des Allemands ! Les clichés s'accumulent, les exhortations s'amoncellent depuis des décennies et nos gouvernements s'inclinent devant cet indépassable modèle. Mais, au juste, de quoi parle-t-on ? On nous présente une Allemagne d'après-guerre qui serait toujours identique à elle-même dans le domaine économique et social alors que nous n'avons pas affaire à la même Allemagne et aux mêmes Allemands.

Dans l'ouvrage qu'il consacre au modèle allemand (1), Bruno Odent rappelle que Bismarck est le fondateur d'un « Etat-providence » qui s'est concrétisé à partir de 1883 par les lois d'assurance portant sur la maladie, les accidents du travail et la vieillesse ; celles-ci ont permis, entre autres avantages, de constituer une base stable de salariés fournissant un travail de qualité. C'est pendant la République de Weimar que l'on voit s'esquisser la *Mitbestimmung* (cogestion) qui va s'affirmer dans une République fédérale qui s'est développée grâce au plan Marshall, selon les principes de l'économie sociale de marché.

Quel miracle ?

La cogestion fut mise en œuvre dans les grands groupes (*Konzerne*) qui avaient pro-

fité de l'économie de guerre et de l'exploitation de la main d'œuvre déportée. Le « miracle » allemand n'est donc pas un pur produit de l'effort d'après-guerre et il ne répond pas aux préceptes ultralibéraux mais l'Allemagne fédérale forme effectivement un système cohérent, qui puise dans une histoire sociale marquée par un puissant mouvement ouvrier.

L'Allemagne atlantiste et réaliste, avec son capitalisme rhénan et ses ouvriers intégrés, sa foi européenne et sa position inconfortable de glacis face aux pays communistes s'est progressivement effacée devant une autre Allemagne, née au lendemain de la chute du Mur. La réunion des deux Allemagne s'est faite sur le mode d'une absorption violente : l'appréciation soudaine de 300% à 400% du mark est-allemand a privé de leurs débouchés extérieurs des entreprises vite récupérées par les *Konzerne*. Par le biais de la *Treuhand Anstalt*, l'Etat fédéral et les groupes capitalistes se sont livrés à un pillage aussi systématique que fructueux des biens de l'ancienne République démocratique avec pour conséquences le chômage massif et le désespoir des *Ossis* – dont les salaires restent aujourd'hui inférieurs à ceux des *Wessis*. Ceci sans oublier que le financement de la réunification par appel aux marchés financiers impliquait des taux

d'intérêts élevés qui ont été supportés par les partenaires européens de l'Allemagne...

Rigueur

On ne saurait cependant accuser les Allemands de l'Ouest d'avoir exploité ceux de l'Est. Tous les salariés ont été soumis à la contrainte salariale et à la rigueur budgétaire. A l'époque du chancelier Kohl, l'Etat allemand est déjà rigoriste mais le système social n'a presque pas été touché. C'est le social-démocrate Gerhard Schröder, élu en 1998, qui entreprend de le détruire selon les prescriptions de l'idéologie dominante qui correspondent exactement aux pressantes recommandations du patronat allemand. Baisse des impôts sur les entreprises et sur les riches. Destruction par voie fiscale de l'alliance entre la banque et l'industrie. Démolition de l'Etat-providence par la réforme du système de santé, le sabotage de la retraite par répartition et les lois Hartz qui organisent la flexibilité sur le marché du travail et qui spolient les chômeurs. Angela Merkel n'eut qu'à suivre la voie tracée par la social-démocratie et les industriels allemands ont continué d'étendre leur emprise sur leur hinterland de l'Est (République tchèque...) grâce à l'euro fort comme le montre Bruno Odent : « Pour les *Konzerne*, l'euro fort possède donc un double avantage : instrument

de conquête des meilleurs morceaux de l'industrie des PECO (Pays d'Europe Centrale et Orientale) par investissement direct, il leur ouvre aussi l'achat à l'Est de pièces, de qualité et bon marché, renforçant finalement la compétitivité de leurs produits finis sur le marché mondial ».

Déflation

La zone euro est aujourd'hui confrontée à un projet hégémonique qui provoque, en Europe du Sud et tout particulièrement en Grèce, une virulente réaction antiallemande. Il importe de bien désigner la cible. Le peuple allemand subit la violence d'une oligarchie de politiciens, d'industriels et de banquiers qui organisent la baisse du niveau de vie, la déflation salariale et l'appauvrissement général : il y a plus de personnes pauvres en Allemagne qu'en France. Dans notre pays, beaucoup croient que les Allemands toujours disciplinés sont solidaires de leurs dirigeants et de leurs patrons. Tel n'est pas le cas : l'ultralibéralisme est majoritairement rejeté mais l'affaiblissement des syndicats, la mollesse des socio-démocrates et la faiblesse de l'opposition de gauche (*die Linke*) ne permet pas le changement radical de politique qui s'imposerait en raison des ravages de la financiarisation, de la corruption des élites et de l'épuisement du prétendu modèle économique allemand.

Pour l'heure, les oligarques sont confortés dans leurs certitudes. Selon le sociologue Reiner Weingarten, « parmi les élites économiques et aussi politiques, on est convaincu que le choc infligé alors aux populations d'Allemagne orientale avait été certes terrible mais incontournable et qu'il serait donc naturel de procéder de la même manière à l'échelon de l'Union européenne ». Nous sommes, une fois de plus, prévenus.

Maria DA SILVA

 (1) Bruno Odent, « Modèle allemand, une imposture », Le Temps des cerises, 2013.

Camus, pour ses cent ans

Encore et toujours, Albert Camus ? Oui, il m'est arrivé régulièrement d'évoquer la personnalité et la pensée de cet écrivain fraternel, et je ne parviens pas à m'en déprendre. Pour des tas de raisons, dont la principale n'est pas que, parmi ses contemporains, il fut un de ceux qui se trompa le moins. Le plus intéressant est de comprendre pourquoi il resta lucide à l'encontre de tant d'autres qui, par ailleurs, le regardaient de haut. C'est son humanité, plus encore que la force de son discernement, qui a fait qu'il a posé un certain regard sur le monde et ses semblables, en refusant de sombrer dans les vertiges trop forts des idéologies. Sartre l'avait parfaitement saisi, et le bel hommage qu'il lui rendit à sa mort, vise extraordinairement juste : « *Il représentait en ce siècle, et contre l'histoire, l'héritier actuel de cette longue lignée de moralistes dont les œuvres constituent peut-être ce qu'il y a de plus original dans les lettres françaises. Son humanisme têtue, étroit et pur, austère et sensuel, livrait un combat douteux contre les événements massifs et déformés de ce temps. Mais, inversement, par l'opiniâtreté de ses refus, il réaffirmait, au cœur de notre époque, contre les machiavéliens, contre le veau d'or du réalisme, l'existence du fait moral.* » Il y avait quelque vertu, de la part du directeur des « Temps modernes », à reconnaître une telle supériorité à son ancien compagnon, car elle était un déni de lui-même. La seule réserve (plus significative d'un trouble personnel que d'une méchanceté) tenait à cette expression péjorative de combat douteux, mais s'il n'y avait pas eu de doute, toute la politique sartrienne était délégitimée !

La restriction n'enlève rien à la justesse de l'hommage, qui vaut d'abord par la référence aux moralistes français, que Nietzsche admirait tant. Sartre coupait court à la polémique qu'il avait lui-même alimentée, sur la prétendue incompétence philosophique de l'auteur de « L'homme révolté ». Le génie de ce dernier n'était pas d'ordre dialectique ou apodictique, il se référait à une psychologie supérieure, toujours en tension avec ce qui donne un prix aux actions humaines. C'est ce que ne supportait pas un Jean-Jacques Brochier, dont on a retenu au moins le titre du pamphlet méprisant sur le philosophe pour classe terminale. Bons sentiments, vertuisme, psychologie, autant de petite monnaie propre à capter la sympathie d'un public médiocre, inapte aux grandes spéculations mais surtout insensible aux défis de l'histoire. Avec la distance, cette commisération ne passe plus du tout, et les admirateurs de Simone de Beauvoir, qui réclament l'entrée de leur héroïne au Panthéon, se gardent bien de rappeler sa justification inconditionnelle du régime sanglant de Mao Tsé-toung. Camus n'a jamais éprouvé la tentation de défendre la tyrannie qui prend la justice en otage. En un temps où il était permis de louer Lénine comme l'un des demiurge du progrès et de l'émancipation, lui ne s'est jamais trompé quant à l'impérialisme d'une prétendue justice : « *Pour une justice lointaine elle légitime l'injustice, pendant tout le temps de l'histoire, elle devient cette mystification que Lénine détestait plus que tout au monde. Elle fait accepter l'injustice, le crime et le mensonge par la promesse du miracle [...]* La

mystification pseudo révolutionnaire a maintenant sa formule, il faut tuer toute liberté pour conquérir l'Empire. »

Ce que Brochier, comme la plupart des contempteurs de Camus, n'acceptait pas, c'était le modérantisme d'un homme qui refusait de se laisser aller à l'ivresse de la mystique révolutionnaire et qui n'acceptait pas la logique manichéenne de l'engagement politique. Il ne faudrait pas croire qu'il s'agit là d'un débat dépassé. Il se prolonge encore de nos jours dans certaines controverses historiques, celles qui touchent, par exemple, à l'histoire de la colonisation. Certes, l'horreur principielle du colonialisme peut se défendre dès lors que celui-ci sous-entend une sorte de mépris ou de morgue à l'égard du colonisé. Pour autant l'examen rigoureux des entreprises coloniales amène à mesurer la condamnation, ne serait-ce qu'en référence à un des processus constants de la civilisation dont tous les peuples, et le nôtre d'abord, ont été tributaires. Mais en ce qui concerne Camus, on devine ce que serait sa consternation face aux stéréotypes qui stigmatisent aujourd'hui les pieds-noirs, définitivement maudits. Les faire passer unilatéralement pour des exploiters de la population arabo-musulmane est une infamie, difficilement contestée dès lors que la réprobation est totale à l'égard de cette colonisation à laquelle aucun aspect positif n'est reconnu. Certes, les « Chroniques algériennes » du jeune journaliste d'Alger républicain n'inspirent aucune indulgence, ne serait-ce qu'à l'égard de la déshérence dans laquelle la puissance française abandonnait la Kabylie. Ce fut un des premiers livres de Camus que je lus, et je ne l'ai jamais oublié. Mais cela n'empêchait pas en même temps l'amour de l'enfant de Bellecour pour le petit peuple dont il était solidaire.



par Gérard Leclerc

Le temps a pu estomper l'âpreté des échanges entre les camps tranchés des années soixante. La condamnation que Sartre et les siens faisaient peser sur l'homme qui ne voulait être « ni bourreau ni victime » n'a pas vraiment été levée dans l'esprit de beaucoup. Il suffit de lire les gloses qui se poursuivent autour de la fameuse phrase prononcée par Camus au moment de la remise de son prix Nobel, pour être édifié : « *J'aime la justice mais je défendrai ma mère avant la justice.* » Si j'en crois l'excellent critique de Libération qu'est Philippe Lançon, la phrase exacte n'était pas celle-là : « *En ce moment, on lance des bombes dans les tramways d'Alger. Ma mère peut se trouver dans un de ces tramways. Si c'est cela la justice, je préfère ma mère.* » C'est sans équivoque. La prétendue justice s'exerce alors sur le mode du terrorisme le plus aveugle. C'est ce terrorisme que refuse l'écrivain. Ce n'est pas l'exigence de justice. Le procès qui lui fut fait à l'époque était sans équivoque. Loin des beaux sentiments humanistes et de la position politique originale de qui veut trouver un compromis, les réalistes ont opté pour le sens de l'histoire et ses impitoyables exigences. Camus est d'une autre espèce, et il rendra hommage aux siens dans « Le Premier homme », ce roman inachevé dont on retrouvera le manuscrit dans la voiture où il s'est tué à quarante-six ans. C'est qu'il est décidément très loin de l'Histoire de ses ennemis, l'Histoire obligatoire où ils avaient installé leurs fauteuils dans le bon sens. Alain Finkielkraut remarque à propos de ce dernier livre : « *À ces humbles très silencieux, que la division globale du monde entre oppresseurs et opprimés efface dédaigneusement des tablettes, il offre pieusement l'asile de l'œuvre.* » Singularité inoubliable de Camus.

- 📖 Jean-Jacques Brochier – « Camus, philosophe pour classe terminale », Balland.
- 📖 Albert Camus – « Chroniques algériennes », Gallimard.
- 📖 Albert Camus – « L'homme révolté », Gallimard.
- 📖 Alain Finkielkraut – « Un cœur intelligent », Stock Flammarion.

Au cinéma !

La plupart du temps, les sorties de film, à raison parfois d'une quinzaine par semaine, effraient par leur nombre et leur médiocrité. Il est donc utile de souligner trois sorties qui attirent l'attention. Tout d'abord, deux beaux films sur l'échec.

Inside Llewyn Davis (Joël et Ethan Coen). Magnifique photographie du chef-opérateur français Bruno Delbonnel pour une hagiographie étale du loser magnifique. Llewyn Davis (inspiré d'un obscur chanteur folk des années 60) refuse de rentrer dans les codes artistiques et sociaux du succès et s'applique à foirer sa carrière avec une rébellion taciturne, nonchalante et absente. Alors qu'il range définitivement sa guitare dans son étui, l'ombre de Bob Dylan le remplace sur le tabouret du bar miteux de Greenwich Village dans lequel il se produisait.

Violette (Martin Provost). Simone de Beauvoir disait de Violette Leduc : « *c'est l'illustration parfaite d'un salut par la littérature.* » Le futur écrivain est une bâtarde, rejetée par sa mère, vilain petit canard qui geint de ne pas savoir se faire aimer. À cela, Beauvoir lui répond, imperturbable : « *écrivez-le* », tout en lui refusant son amitié. Emmanuelle Devos, pour une fois dans un emploi qui lui convient et non dans celui d'une séductrice parisienne, excelle à rendre ce personnage si malaisément aimable. Le Paris de la fin de la guerre jusqu'aux années 60 est

suggéré avec justesse : les appartements vétustes sur cour, les tristes et grands appartements bourgeois, les cafés de Saint Germain-des-Prés. On cueille Violette à la fin de la guerre, vivant du marché noir, et se jetant au cou du futur juif collabo Maurice Sachs, comme elle n'aura de cesse de s'enticher d'amis homosexuels ou de femmes et de se faire rejeter. Beauvoir croit en elle jusqu'à la fin même si ses livres ne se vendent pas. Car Leduc écrit comme personne n'a jamais écrit sur la condition féminine. Elle ne parle que de sa propre vie, crûment. Elle sera la première à évoquer son avortement, sa sexualité hors norme, hétérosexuelle, homosexuelle, frustrée. Beauvoir subvient à ses besoins jusqu'à son dernier livre : « *La bâtarde* » qu'elle préface et qui lui apporte reconnaissance et subsistance. Elle finit ses jours, (presque) réconciliée avec la vie, entre Paris et la Provence.

Et puis bien sûr **Quai d'Orsay**. Le film, réalisé classiquement par Bertrand Tavernier, est inspiré de la bande dessinée à -grand- succès d'Abel Lanzac (alias le polytechnicien/normalien Antonin Baudry) et Christophe Blain. Inutile de préciser encore à quel ministre des Affaires

étrangères il fait référence.

La première faiblesse du film est tout de même celle du casting du rôle principal. Si Thierry Lhermitte est drôle, il manque de charisme, est très peu crédible en ministre, encore moins en normalien/énarque. Il brasse du vent certes mais sa mégalomanie manque de réel fondement, on ne sait pas qui il est. D'ailleurs, il passe son temps à marquer au stabilo des passages de livres et à nourrir les discours à coup de citations. Le vrai personnage du film, c'est celui du directeur de cabinet incarné par l'excellent Niels Arestrup. Le sage à l'intelligence acérée, qui régenté tout le monde l'air de rien, avec humour, une autorité douce et ferme, en tenant ses 24 heures de travail quotidien à coup de micro siestes. Une réplique de Pierre Vimont, une figure du Quai.

La seconde faiblesse du film est celle d'un réel contexte politique, insuffisamment exploité. Le film se situe en 2003, au moment du discours de Villepin aux Nations Unies. Le monde a beaucoup changé en dix ans et le contexte de 2003 présenté dans le film propose des contours plutôt flous. On nous parle d'un pays qui ressemble

à l'Irak et d'un pays africain imaginaire, de prises d'otages mais les conflits sont caricaturés ce qui est normal pour une comédie mais ils ne sont également que superficiellement effleurés. En revanche, les téléphones portables sont démodés, les sms limités, et on fume dans les bureaux du Quai inadaptés, vieillots et non connectés à Internet. Le jeune débutant chargé du « langage », donc des discours, est charmant et inconsistant, il a une petite amie plus mûre, qui le conseille avec esprit et ironie. Les conseillers ne sont pas mal du tout... Un florilège de quelques répliques qui valent bien le détour... Un Président principalement préoccupé de la perte de l'ours Cannelle. Un ministre qui demande moins de verbe être dans les discours et davantage de verbe d'action, préconise le *soft knowledge* et affirme : « *l'Europe, c'est une vision et des symboles* », « *on s'en occupe* » répond le dircab avec un clin d'œil.

Le ministre s'entoure de caricatures d'écrivains parisiens qui paraissent ignorants en politique et se contentent de préconiser « *de la complexité, toujours de la complexité* ». Un discours aux Nations Unies ? On avait bien essayé : « *Et c'est un vieux pays, la France, d'un vieux continent comme le mien, l'Europe (...), qui a connu les guerres, l'occupation, la barbarie...* » Cependant le film avance « (...) *l'assemblée générale des Nations Unies c'est une assemblée de copropriétaires, il ne faut pas leur lire Aristote mais parler réfection de la cage d'escalier* », pas mal, non ? En attendant, c'est Héraclite qui rythme les chapitres de cette comédie légère, certes, à la réalisation un peu datée, mais plutôt alerte et drôle.

Cristine MASSA

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12ème) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures précises. Accueil à partir de 19h45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 Euros est demandée. Elle s'achève à 22 heures. Une carte d'Abonné des Mercredis annuelle (12 Euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 4 décembre

Les clichés courants présentent une Russie dirigée par un ancien du KGB, ravagée par la corruption, soumise au sous-développement et survivant grâce à l'exportation de son pétrole et de son gaz. C'est tenir

pour négligeable le redressement de cette immense fédération après le krach de 1998... qui ne saurait masquer de très sérieuses difficultés. La croissance ralentit, les investissements sont trop faibles, le niveau de vie est insuffisant. Hors du système des louanges et des condamnations, nous devons nous interroger sur **les problèmes du développement économique de la Russie.**

Professeur d'économie, **Hélène CLEMENT-PITOT** participe depuis 1991 au séminaire franco-russe qui réunit sous la direction de Jacques Sapir et Viktor Ivanter des chercheurs des deux pays. Venue de Moscou, notre invitée nous présentera l'économie et la société russes avant d'exposer les conditions qui permettraient de nouveaux progrès... dont la France ne saurait se désintéresser.

Mercredi 11 décembre

Après avoir exercé d'importantes responsabilités à Libération et au

Monde, **Laurent MAUDUIT** a participé à la fondation de Mediapart où il publie des articles et des enquêtes très remarquables. Nous l'avons reçu pour son ouvrage sur « *Les imposteurs de l'économie* ». Il s'interroge maintenant sur les imposteurs de la politique, bien au-delà des polémiques banales.

Le reniement de toutes les promesses de la campagne de François Hollande et la soumission du gouvernement aux prescriptions ultralibérales marquent bien, selon le titre du nouveau livre de Laurent Mauduit, **L'étrange capitulation** de responsables politiques qui ont conquis tous les pouvoirs dans la République. Nous savons comment et par qui les électeurs ont été trompés. Il importe maintenant de savoir pourquoi, en revenant sur l'histoire des élites et sur *l'étrange défaite* de 1940 avant de s'interroger sur ce qui a conduit les socialistes à renoncer, bien avant 2012, à leurs convictions.

ERRATA

Jean-Luc et Nicolas

Le 20 mars dernier, nous avons reçu Jean-Luc Domenach pour son livre sur l'exercice du pouvoir en Chine à l'époque maoïste.

Cette conférence, qui faisait suite à bien d'autres, a sans doute marqué mon inconséquent au point d'attribuer à **Jean-Luc** l'article publié dans « Marianne » par son frère **Nicolas** Domenach, que j'ai commenté dans l'éditorial du numéro 1043 de « Royaliste ».

Jean-Luc et Nicolas voudront me pardonner cette erreur, qui me permet de leur rappeler qu'ils seront toujours les bienvenus aux Mercredis de la NAR.

Bertrand Renouvin



Communiquer avec la NAR

**38, rue Sibuet
75012 Paris**

Adresse électronique :
nouacroyal@gmail.com

Sites Internet :
http://www.narinfo.fr.st (informations et actualités)
http://archivesroyalistes.org
Tél. : 01 42 97 42 57

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos activités, nos livres et brochures, remplissez le bulletin ci-dessus, **sans engagement de votre part.**

Non/Prénom

Date de naissance/Profession

Adresse

Adresse électronique :

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à Royaliste, 38, rue Sibuet 75012 Paris.

Jeunesse de la révolte

Il y a une jeunesse de la révolte comme il y eut, au XIX^{ème} siècle, une « jeunesse de la grève ».

Cette référence historique m'incite à la prudence dans l'analyse des mouvements sociaux en cours. Quant aux Bonnets rouges, le mépris de Jean-Luc Mélenchon n'a pas plus de sens que la solidarité manifestée par Ségolène Royal. Partie de Bretagne, la révolte gagne maints départements et prend une tournure antifiscale. Elle est trop neuve pour que nous puissions en faire la sociologie, trop diverse et trop éclatée pour qu'il soit possible d'en prévoir l'orientation - corporatiste, anti-jacobine, poujadiste, populiste, droitière dans des formes plus ou moins extrêmes...

Quand la grève est *jeune*, « les désirs et les plaintes, les représentations et les fantasmes des groupes en lutte s'y disent sans médiation » (1). Tel est bien le problème des révoltes nées d'un sentiment très ancien d'exaspération : tout se dit dans la confusion qui caractérise les grandes colères tandis que s'esquissent des passages à l'acte violent. Nous ne savons pas sur qui ou sur quoi la violence latente va se fixer mais il importe d'en limiter les effets en rétablissant de la médiation. Cela paraît complètement abstrait. C'est pourtant le sens profond de la requête que les citoyens de toutes classes et tendances devraient adresser à tous ceux qui exercent des responsabilités politiques : faites votre devoir, faites votre **devoir d'état**.

Le devoir d'un responsable est de répondre aux désirs et aux plaintes en proposant un cadre politique à

l'action collective et des objectifs permettant de concilier les intérêts particuliers et l'intérêt général. Or l'Etat est tombé entre les mains d'équipes qui flottent entre Bruxelles, Berlin et « les marchés », les syndicats restent sur la défensive - au risque d'être débordés - et les partis politiques classiques sont devenus des chambres d'enregistrement ou des champs clos de rivalités. Les gens de la politique, de la banque et des médias se répondent les uns aux autres et laissent aux publicitaires le soin



de régir leur communication avec les Français. Telles sont les causes d'une exaspération croissante qui cessera lorsque chacun pourra se déterminer selon des enjeux politiques **nationaux** clairement fixés.

Le rôle du président de la République n'est pas de *faire des économies*. Le rôle du gouvernement n'est pas d'ordonner des sacrifices imbéciles. Le rôle du Parti socialiste n'est pas de faire accepter le capitalisme financier qui est l'horizon, tout aussi indépassable, de la droite libérale. Les révoltes

en cours signifient que toutes les impasses oligarchiques ont été explorées. Que reste-il ? Le Front de gauche offre une autre impasse : le redressement économique et le progrès social sous le joug de la monnaie unique réajusté par la magie du verbe de Jean-Luc Mélenchon. Le Front national a certes inscrit à son programme la sortie de l'euro et le protectionnisme mais sa xénophobie le renvoie à l'impasse du nationalisme qui veut fonder l'unité sur une logique d'exclusion.

Les formations radicales croient qu'elles vont profiter à court terme des mouvements sociaux. C'est possible, mais rien ne changera en France tant que le cœur de la cible ne sera pas désigné : c'est l'euro qu'il faut viser. Tel est l'objectif qui peut rassembler les Français de droite et de gauche, mobiliser les syndicats, fédérer les groupes professionnels qui descendent ou descendront dans la rue. En finir avec l'euro, c'est en finir avec l'austérité et amorcer la politique de protection de l'économie nationale qui permettra notre ré-industrialisation. Nous disposons de tous les éléments, théoriques et chiffrés (2), qui nous permettent d'explicitier ce choix politique et d'y rallier un nombre toujours croissant de citoyens révoltés. Les mésaventures de François Hollande et des ténors de l'UMP sont du domaine de la distraction. Les sempiternelles discussions sur les « immigrés » ou sur les « musulmans », les provocations racistes et les postures antiracistes sont des opérations de diversion. Les oligarques ont fait de l'euro une arme de guerre. Faisons la guerre à leur monnaie.

Bertrand RENOUVIN

(1) Michelle Perrot, « *Jeunesse de la grève, France 1871-1890* » Seuil, 1984.

(2) Cf. « *Les scénarii de dissolution de l'euro* », Fondation Res publica, 2013.